

16/06/2021

TECH ET Télécoms

Panne des numéros d'urgence: Stéphane Richard réfléchit à une scission d'Orange France

D'un côté, les infrastructures, de l'autre, les services? Déstabilisé, le PDG d'Orange, **Stéphane Richard**, a mené ces deux dernières semaines de discrètes consultations pour élaborer la réaction la plus appropriée à la panne nationale qui a affecté, le 2 juin, les numéros d'urgence gérés par son groupe.

Ayant jusqu'à présent dirigé le groupe Orange de manière plutôt consensuelle, **Stéphane Richard** a laissé, au fil du temps, se développer quelques baronnies jalouses de leur indépendance. C'est le cas, en particulier d'Orange France. A la tête de 85 000 salariés sur les 143 000 du groupe, ses deux dernières patronnes, **Delphine Ernotte**, puis, depuis août 2015, **Fabienne Dulac**, ont réussi à maintenir de vrais bastions sur lesquels la direction du groupe n'exerce qu'une influence limitée. Et ce, bien qu'**Orange France** ait perdu son autonomie juridique depuis son absorption par la holding Orange en juin 2013. Or, c'est **Orange France** qui a la responsabilité directe de la gestion des numéros d'urgence sur le territoire national. Le succinct rapport d'audit interne sur la panne, rendu public le 11 juin, en impute la responsabilité principale à un fournisseur d'équipements, tout en minimisant les dysfonctionnements au sein d'**Orange France**. Cependant, les résultats de l'enquête plus approfondie diligentée par l'État pourraient se révéler bien plus sévères, lorsqu'ils seront rendus publics dans deux mois.

Consultations en cours

Au cœur de cette zone de turbulence, **Stéphane Richard** joue à la fois son avenir personnel et en partie, en fonction de ce qu'il décidera, celui de l'entreprise. Cette crise pourrait lui donner l'occasion de reprendre la main sur **Orange France**. Ainsi, dans le cadre de réflexions qu'il a lancées avec quelques conseillers proches non impliqués directement dans le groupe. L'une des hypothèses envisagées est la scission de ce mastodonte basé à Arcueil (Val-de-Marne) en deux entités, infrastructures d'un côté, services de l'autre.

En acquérant son autonomie. L'entité infrastructures et réseaux (dont dépendent les appels d'urgence) pourrait se focaliser sur les énormes investissements que nécessitent les évolutions technologiques à venir, ainsi que les déploiements de la fibre et de la 5G. De son côté. La partie services pourrait~ entre autres. Développer son activité commerciale auprès d'autres opérateurs téléphoniques, ou encore faire décoller enfin ses activités bancaires (**Orange Bank**). En complément de l'activité qu'**Orange Business Services (OBS)** mène auprès des entreprises.

Un acte fort, sur le modèle EDF?

Le modèle pourrait s'inspirer de celui d'**EDF** et des deux filiales qu'il contrôle, **RTE** et **Enedis**. **Stéphane Richard** pourrait être ainsi tenté d'engager un acte structurant fort qui marquerait la fin d'un mandat qui arrive à échéance l'an prochain. Il est vrai que toute une

série de réformes lourdes que le dirigeant aurait dû mener ces dernières années ont été abandonnées ou ont été repoussées car celui-ci a donné la priorité au maintien d'un climat social apaisé, après la vague de suicides de salariés qu'avait connue l'entreprise sous la présidence de son prédécesseur **Didier Lombard**.

Reste à savoir si le consensuel Stéphane Richard forcera sa nature dans la dernière ligne droite, alors que plusieurs membres de son comité exécutif se positionnent pour sa probable succession : **Ramon Fernandez**, le directeur délégué chargé des finances, en premier lieu; **Michaël Trabbia**, le directeur de la technologie et de l'innovation, qui fut son directeur de cabinet; **Hugues Foulon**, le directeur exécutif de la stratégie, ou encore **Fabienne Dulac** qui espère, en tant que femme, prendre la tête d'une entreprise du CAC 40, mais qui est fragilisée par la panne des numéros d'urgence.